

Des signes d'espoir... dans une situation désespérante

Quelques constats et réflexions au retour d'une mission d'évaluation au camp de réfugiés de Jénine (Cisjordanie)

Deux membres du CPJPO se sont rendus en Palestine à la fin du mois de mars pour y réaliser un travail d'évaluation et de programmation avec l'organisation Not to Forget , active depuis 2002 dans le camp de réfugiés de Jénine, au nord de la Cisjordanie. Cette mission et les rencontres qu'elle a permises nous ont aussi donné l'occasion de discussions et d'échanges très instructifs, tant sur l'aggravation de la situation de la Palestine, que sur des éléments de cette situation et des actions qui y sont menées et que l'on peut à bon droit considérer comme des signes d'espoir, à court comme à long terme. Ce sont ces signes d'espoir... au sein d'une situation désespérée sinon désespérante, que nous voudrions partager ici.

D'une situation désespérée et désespérante ...

Oui, comme beaucoup le savent, la situation est désespérante et désespérée en Palestine:

1. **100 ans, depuis la Déclaration Balfour en 1917**, d'une longue histoire de désappropriation des terres palestiniennes par les immigrants juifs, avec le soutien des Britanniques, puis par l'État d'Israël;
2. **70 ans depuis la catastrophe** (ou «naqba» en arabe) au cours de et suite à laquelle plus de 500 villages palestiniens ont été détruits et plus de 700.000 Palestiniens ont été expulsés par les milices juives, ou ont dû fuir la situation de guerre engendrée par les

combats entre ces milices, les résistants palestiniens et des morceaux d'armées arabes. C'est cette «histoire» qui est toujours en cours, si on analyse correctement les décennies qui ont suivi la guerre des Six Jours en 1967, avec, entre autres, le développement et l'accroissement du processus de colonisation israélienne des 22% de Territoires laissés aux Palestiniens après cette guerre.

3. **50 ans d'occupation militaire et administrative israélienne** depuis la Guerre des Six Jours, accompagnée du mouvement de colonisation qui connaît depuis le dernier gouvernement Netanyahu d'extrême droite une accélération sans précédent, accompagnée de violences croissantes des colons à l'égard des populations palestiniennes. 50 ans d'occupation qui ont mené à rétrécir encore les territoires de la Palestine, avec le mur de l' «apartheid», les routes de contournement des colonies, zones décrétées «terres d'Etat» par Israël (l'essentiel de la Vallée du Jourdain), pour en arriver aujourd'hui à \pm 9% de la Palestine mandataire. Et ce processus continue, en totale opposition au Droit international, aux résolutions de l'ONU, aux Déclarations européennes, aux positions nationales de la plupart des États européens, et même aux avertissements de Donald Trump.
4. **10 ans de siège de Gaza**, marqué par trois guerres de plus en plus meurtrières contre Gaza, le Hamas et les populations gazaouïes, prises en otage, mais de toutes manières considérées globalement comme «population ennemie».
5. Malgré les «crimes de guerre» et «crimes contre l'humanité» commis, les exactions incessantes, les invasions régulières sinon quotidiennes dans des villes et des camps de réfugiés palestiniens, la communauté internationale, l'ONU, l'Union européenne et ses États membres se contentent de protester, ne passent pas à l'acte, et, tout particulièrement, refusent d'aller

jusqu'aux sanctions, pourtant prévues par l'ONU ainsi que par l'Accord d'association entre l'UE et l'État d'Israël. C'est donc **l'impunité qui règne depuis des dizaines d'années**, alors que dans d'autres circonstances et à l'égard d'autres pays, les sanctions internationales et européennes sont mises en œuvre et sont appliquées dans les semaines qui suivent les actions condamnées. Deux poids, deux mesures. Depuis 50 ans, 70 ans, 100 ans. C'est assez! C'est trop! comme l'indique le titre d'une campagne actuellement menée au niveau européen par l'ECCP, la coordination européenne des comités et associations pour la Palestine, dont le CPJPO est membre actif.

6. L'évaluation réalisée par les membres du CA, les mamans et les éducatrices du camp de réfugiés de Jénine, comportait les éléments suivants **d'analyse de leur situation** et de l'évolution de celle-ci:

- Dans le camp : problèmes de drogues, corruption, détention d'armes, augmentation du chômage, conflits, violences et déchirements au sein des familles. Depuis le début de l'année 2017, le nombre de "martyrs" a augmenté. En janvier et février, les tirs n'ont pas cessé. Pendant que nous y étions, c'était le calme, car il y avait le couvre-feu, ... décrété par les Israéliens suite à une incursion de leur armée et à la résistance offerte par des Palestiniens, ayant lancé des cocktails molotov et des pierres.
- La situation de violence y empire. Les réfugiés du camp doivent faire face non seulement aux incursions de l'armée israélienne, le plus souvent au milieu de la nuit, mais aussi à celles de la police palestinienne. Les Palestiniens, dont les enfants et les jeunes, disent que l'Autorité Palestinienne (AP) ne les protège plus. Celle-ci n'est pas là la nuit, lorsque l'armée israélienne fait ses incursions. Elle coopère avec les forces

armées israéliennes lors des incursions de jour, allant parfois jusqu'à remettre aux Israéliens les adultes ou les jeunes ou les enfants palestiniens qu'elle arrête. Alors, les questions et les critiques fusent : à quoi sert l'AP ? qui sert-elle vraiment ? quel est son rôle ? à quoi joue-t-elle ? Ces interrogations sont revenues à plusieurs reprises au cours des discussions. Et, en fait, les réfugiés, les membres et participants du projet connaissent mal les droits et devoirs de l'AP issus des accords d'Oslo et les multiples conséquences négatives de ceux-ci. Ils ne comprennent pas pourquoi l'AP arrête des gens du camp, etc.

- Les réfugiés souffrent aussi de la séparation et des mésententes entre factions et partis palestiniens, des difficultés ou refus à provoquer de nouvelles élections (à tous les niveaux : local, législatif, OLP, présidence de la Palestine), alors que les institutions politiques en place sont à leurs yeux toutes dépassées, accaparées par un appareil considéré comme dépassé, corrompu et centré sur ses intérêts davantage que sur l'intérêt des Palestiniens et de la Palestine ...
- Toutes ces formes et niveaux de violence engendrent depuis plus de 10 ans, au niveau des élections, depuis 15 ans, en référence à l'invasion de 2002, des effets dramatiques et difficilement réversibles sur les enfants de toute une génération. Et ces violences qu'ils subissent, les enfants et les jeunes sont amenés à les importer et à importer le conflit et ses conséquences sur eux à l'école, dans leur famille, dans toute la communauté du camp.
- Il en résulte pour cette génération une déstructuration mentale et psychologique, la perte

de repères, des tendances anormales (absence de règles et de références morales conduisant à divers comportements hors règles, hors référence à des valeurs ou à des normes ...), la confusion mentale dans les rapports à toute forme d'autorité, qu'elle soit parentale, communautaire, ou celle de AP ... Autant de comportements et d'attitudes sous-jacentes qui rendent difficile sinon impossible l'accès à des approches et comportements démocratiques au sens du bien commun, à la solidarité, à un projet de vie personnel et collectif ... C'est dire combien les enjeux relatifs aux enfants et aux jeunes, qui seront les générations futures, sont difficiles à relever par toutes les parties concernées en Palestine en général, et, en particulier à Jénine, dans le camp de réfugiés.

- La situation de la ville de Jénine, mais surtout celle du camp de réfugiés, est profondément marquée par la culture et les coutumes islamiques fondamentalistes – ce qui n'aide en rien à des évolutions et des changements de l'intérieur. Les femmes, les jeunes et les enfants en subissent les conséquences négatives.

7. Les autres contacts et rencontres que nous avons eu l'occasion de faire pendant notre séjour nous ont permis d'aller un peu plus en profondeur dans certaines des dimensions abordées lors de l'évaluation, particulièrement les dimensions politiques et économiques de la situation palestinienne et des relations avec des acteurs externes, tels que l'Union européenne.

Pas d'élections envisageables à

court et moyen termes

Dans l'état actuel des choses, qui risque de durer encore un certain temps, des élections valables ne sont pas envisageables aux yeux de nos interlocuteurs. Les raisons en sont variées et complexes.

- Les Israéliens "mettent tous les bâtons qu'ils peuvent dans les roues", la situation actuelle leur convenant particulièrement mieux (à courte vue) qu'un profond renouvellement des structures politiques palestiniennes.

- Les dissensions entre Fatah et Hamas se poursuivent et, lorsqu'il y a apaisement ou un pas en avant qui se prépare, elles reprennent aussitôt, souvent pour des motifs futiles. D'autant plus que divers acteurs extérieurs trouvent leurs avantages dans ces dissensions.

- Mais, aussi, la pression des populations civiles, même si elle est réelle (et souvent réprimée par l'AP), est actuellement insuffisante pour réveiller et faire bouger les vieux cadres des deux principaux partis.

- La montée des jeunes reste insuffisante. Il y a trop peu de jeunes adultes (25-35) et d'adultes (35-65 ans) assez convaincus et convaincants pour faire changer les choses : il manque cette catégorie sociale intermédiaire, entre la base, d'une part, et les pouvoirs en place, d'autre part ; il manque de jeunes leaders, des cadres de mouvements et d'organisations qui parviennent à unifier les forces montantes.

- Les motifs précédents sont renforcés aussi par le mode de vie "petit-bourgeois" des Palestiniens sous occupation et colonisation, rendu possible par les 170.000 salaires de fonctionnaires payés entre autres par l'Union européenne. Ces fonctionnaires et leurs familles, vivant aux dépens de l'AP grâce à ces mannes européennes, sont peu mobilisés et mobilisables face aux risques de perdre leurs revenus et leurs

privilèges. Il en va de même d'entrepreneurs et de gros propriétaires que la situation d'occupation et de faiblesse de l'AP met en position de domination des marchés économiques et financiers. Dans de tels cadres, "se faire remarquer", manifester, se révolter, est mal vu et, surtout, réprimé par la police palestinienne avec arrestations, enfermements, tortures quelquefois. D'où aussi cette "bulle de la construction" si visible et ostentatoire à Ramallah, qui donne l'impression d'une société en développement et d'une économie florissante, alors qu'elle repose sur peu, sinon rien, une bulle qui peut éclater à tout moment.

- Trop de facteurs et de faits convergent donc vers une paralysie de la société palestinienne, tant dans sa structure sociale et son fonctionnement économique que dans ses institutions politiques. Ce qui nous amène au point suivant.

L'Autorité palestinienne de plus en plus mise en question, comme toute forme d'autorité

En effet, cette Autorité palestinienne, création principale des Accords d'Oslo, beaucoup de Palestiniens ne la comprennent plus, souvent même les jeunes la détestent. Car, ce qu'ils en voient, ce ne sont pas des améliorations de leur situation quotidienne, ce n'est pas un projet qui les motive pour un futur proche et perceptible. C'est le plus souvent des policiers palestiniens bien habillés et équipés qui font régulièrement incursion de jour dans les camps ou dans les villes, pour réprimer les révoltes ou les manifestations, emmener et arrêter des jeunes touchés par la drogue ou la délinquance, parfois "main dans la main" avec les soldats israéliens. Ces derniers, suréquipés, masqués, assurent les incursions quotidiennes au milieu de chaque nuit, semant la panique au sein des populations et des familles, effrayant les enfants, enlevant des jeunes ou des adultes pour les

emprisonner et les torturer. Ces Palestiniens, ces enfants, ces jeunes sont complètement désorientés, n'ont plus de repères, ont perdu tout sens et tout respect de l'autorité, de la communauté, des règles du vivre ensemble.

Immobilisme, complicité et violations des droits humains...

- Les immobilismes de la communauté internationale, de l'Europe, de nos États européens ne sont plus à démontrer. Pire, puisqu'il s'agit le plus souvent de complicités dans les «crimes» commis quotidiennement par l'État d'Israël. Plusieurs articles parus dans Goosch.lu depuis plusieurs mois l'ont suffisamment démontré. Il n'en reste pas moins que cet immobilisme et ces complicités affectent et désespèrent profondément les Palestiniens et les militants israéliens pour la paix, plus encore qu'ils affectent les organisations luttant en Europe et chez nous pour la promotion d'une véritable paix juste au Proche-Orient.
- Les mesures prises par Israël depuis quelques mois montrent aux plus endurcis et récalcitrants d'entre nous, ici au Luxembourg et ailleurs, que la majorité des responsables israéliens se moquent du Droit international, y compris des résolutions de l'ONU et des «mesurettes» adoptées quelquefois par l'UE.
- Cependant, après s'être moqués une dizaine d'années des campagnes menées en Europe, aux États-Unis, etc., par les organisations des droits de l'homme et les sociétés civiles, et surtout du mouvement BDS (pour Boycott, Désinvestissements, Sanctions), ces responsables israéliens n'ont cessé depuis 5 à 6 ans de prendre au sérieux, très au sérieux, «la menace stratégique» (sic!) que représentent désormais à leurs yeux les avancées de ces sociétés civiles et les adhésions toujours plus nombreuses d'instances les plus diverses au mouvement de

boycott, de désinvestissement et de sanctions à l'encontre de l'État d'Israël et de ses politiques anti-palestiniennes. «Menace stratégique», «danger pour la poche des Israéliens», et, plus encore, les dizaines de millions de \$ et les dizaines de milliers d'Israéliens et de pro-Israéliens de tous pays, payés et formés pour lutter contre le BDS et contre les organisations palestiniennes, israéliennes, américaines et européennes des droits de l'homme.

- La Knesset est même allée jusqu'à voter récemment une loi interdisant l'entrée sur le territoire israélien de militants promouvant le BDS – qu'ils soient de simples citoyens, des députés nationaux ou des députés européens- en vue de les empêcher d'entrer en Palestine. Sans parler des mesures administratives adoptées et des menaces proférées contre les organisations, y compris israéliennes, qui osent dénoncer les politiques israéliennes.
- Cette campagne d'envergure menée par Israël a atteint aussi le Luxembourg. Non seulement le CPJPO est régulièrement dénoncé par certains députés auprès du parlement ou d'autres instances luxembourgeoises par des personnes connues ou non connues, il est aussi critiqué, menacé, accusé de haine raciale, d'antisémitisme et de haine d'Israël par des résidents du pays; il est encore, ainsi que certains de ses membres nommément cités, harcelé, menacé – y compris des menaces physiques et morales – par des organisations juives extrémistes de France, interdites pourtant en Israël et aux États-Unis. Dans leur dernière livraison, parue sur leur site en France, ils invitent leurs adhérents à «s'occuper désormais de X (nommément cité) et du Comité du Luxembourg» – insertion rapidement disparue de leur site ... par précaution sans doute. Notre propre site internet a été «hacké» il y a quelques mois et notre page Facebook a été régulièrement dénoncée comme unilatérale, porteuse de haine et d'antisémitisme par quelques-uns,

souvent les mêmes.

- Nous pourrions sans difficulté continuer de citer les exemples. Il suffit, car, simultanément, de nombreux signes d'espoir existent et se multiplient, portés par des personnes et des organisations qui ne se laissent pas intimider, même lorsqu'il y a parfois un lourd prix à payer, en temps, en énergie et en finances.

... et signes d'espoir et de changement

Ils sont nombreux et nous n'en reprendrons que quelques-uns: en Palestine et Israël, dans le monde, en Europe, car c'est tous azimuts et à tous niveaux qu'ils existent et se multiplient.

En Palestine

Au camp de réfugiés de Jénine et au camp de réfugiés Aida, de Bethléem, par exemple:

- Il faut souligner la conviction et les capacités invraisemblables de résilience de ces femmes du camp de Jénine, avec lesquelles le CPJPO a la chance et le plaisir de travailler: les mamans, les éducatrices, le staff de l'association Not to Forget en constituent des exemples émouvants et vivants. Depuis 2002, sans relâche, elles consacrent leur temps, leurs forces, leurs énergies à faire vivre et animer ce projet de «reconstruction», de restructuration des esprits, des cœurs et des corps des enfants et des jeunes en vue de leur préparer un avenir meilleur et de les préparer à construire un avenir pour la Palestine.
- En 7 ans, les évolutions des unes et des autres ont été remarquables, leurs capacités et leurs compétences n'ont cessé d'augmenter et les résultats en termes qualitatifs de changement de comportements, d'attitudes et de

manières de vivre ont été remarquables. Nous avons pu le constater de visu à plusieurs reprises au cours de ces 7 années, et, fin mars encore, lors de l'évaluation, qu'elles ont longuement préparée, puis faite avec nous pendant deux jours et demi.

- À Bethléem, au camp de Aida, avec Abdelfatah Abusrour et l'association Al Rowwad, qui travaille à la «belle résistance» (la résistance principalement par la culture), mêmes résultats qualitatifs, mêmes engagements de chacun et de tous, même si les accents et les méthodes sont différents, ainsi que la stratégie. Mais les objectifs à terme sont semblables: préparer une nouvelle génération de jeunes aptes à prendre la relève et motivés par le projet, même lointain, d'une «vie comme tout le monde» et d'une Palestine libre et autonome.
- Outre ces deux exemples, nous pourrions en citer des dizaines d'autres qui travaillent dans le même esprit et avec des objectifs semblables. Elles ne sont pas aidées par l'AP, ou, parfois, réprimées par cette même AP, sachant qu'elles sont par ailleurs de plus en plus visées par les répressions israéliennes.

En Israël

- Les exemples sont nombreux de personnes et d'organisations qui s'engagent dans la défense des droits des Palestiniens et, parfois avec netteté, dans la lutte «anticoloniale» contre l'État d'Israël et ses politiques.
- Plusieurs d'entre elles ont été accueillies ici au Luxembourg avec grand intérêt. Le plus souvent, elles sont accueillies et reçues par certains ministères, des partis politiques, d'autres organisations des Droits de l'homme. Récemment, ce fut Addameer, organisation de défense des droits des prisonniers palestiniens; l'an dernier, ce fut «Breaking the silence», organisation

d'anciens soldats ayant pris conscience du système d'occupation et d'oppression dans lequel leur pays les amenait à fonctionner, et décidés, malgré les risques graves encourus, à témoigner à l'intérieur comme à l'extérieur d'Israël.

En Europe

- Si la «cause de la Palestine» a reculé de manière compréhensible dans les sphères politiques internationales et européennes, occupées qu'elles sont à gérer «la crise des migrants», le conflit syrien, les autres conflits de la région, le brexit..., dans les sociétés civiles, on peut dire que, globalement, la Palestine reste «à l'ordre du jour», que les organisations travaillant en direction d'une paix juste et véritable entre Israéliens et Palestiniens n'ont jamais été aussi actives et que, dans cet ensemble, la campagne BDS avance, progresse, s'élargit, malgré les attaques de plus en plus virulentes dont elle-même et certains de ses promoteurs sont l'objet.
- L'ECCP, la coordination européenne des comités et associations pour la Palestine, a vu ses organisations membres passer d'une trentaine à 42 au cours des cinq dernières années, représentant actuellement 20 des 27 pays de l'UE et la Grande-Bretagne. La campagne BDS est au cœur de ses projets, dans les trois dimensions de celles-ci: la mise en œuvre du boycott – y compris le boycott académique et universitaire -, les appels au désinvestissement d'entreprises et organisations impliquées dans l'occupation et la colonisation de la Palestine et les appels aux sanctions de l'UE à l'égard de l'État d'Israël. L'une de ses autres campagnes concerne l'appel à l'UE pour qu'elle exclue Israël et certaines de ses organisations, institutions des subsides européens à la recherche lorsqu'il s'agit d'institutions ou entreprises produisant des armes ou

participant de près ou de loin à cette production, ou participant sous diverses formes à l'occupation et à la colonisation de la Palestine (voir articles publiés précédemment dans Goosch.lu).

- Au niveau politique et des droits de l'homme, l'une des grandes avancées des 12 derniers mois a été la lettre de réponse de Federica Mogherini, Haute représentante de l'UE, le 29 août 2016, à une lettre qui lui avait été envoyée quelques semaines auparavant par l'ECCP et signée d'abord par une trentaine de Députés européens puis par 354 organisations des droits de l'homme. La lettre de l'ECCP s'alarmait des attaques incessantes dont étaient l'objet les organisations défendant les droits des Palestiniens et, parmi elles, celles qui promouvaient le BDS. Les signataires demandaient à la Commission européenne de «présenter les lignes directrices sur les droits de l'Homme garantissant la liberté d'expression et le droit de boycotter et d'utiliser tous les autres moyens dont vous disposez pour soutenir les citoyens européens dans leur lutte pour défendre les droits fondamentaux».
- La réponse de Mme Mogherini, pour la Commission européenne, est on ne peut plus claire. Réaffirmant très clairement que l'UE s'opposait à toute forme de boycott contre Israël, elle réaffirmait tout aussi clairement que «l'UE tient ferme dans la protection de la liberté d'expression et la liberté d'association, en ligne directe avec la Charte des Droits Fondamentaux de l'UE. La liberté d'expression, comme l'a rappelé la Cour européenne des Droits de l'homme, est applicable aussi à des informations ou idées 'qui offensent, choquent ou gênent un État ou un quelconque secteur de la population'»

Au niveau international, fin 2016, la

dernière résolution de l'ONU sur la Palestine

Le 23 décembre 2016, l'ONU votait une résolution sur le conflit israélo-palestinien. La résolution 2334 exigeait de nouveau d'Israël qu'il cesse immédiatement et complètement toute activité de peuplement dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est. La résolution a été adoptée avec 14 voix pour, zéro contre et une abstention (États-Unis). Depuis des dizaines d'années, c'est la première fois qu'une résolution de l'ONU sur la Palestine passe le seuil du Conseil de Sécurité sans le veto des États-Unis – fin de mandat d'Obama oblige. Peu importe. Ceci constitue un nouveau point d'appui pour les Palestiniens, les Israéliens anti-coloniaux et toutes les organisations de par le monde, qui travaillent à l'établissement des droits des Palestiniens.

Ces signes d'espoir sont portés et partagés par des Palestiniens, des Israéliens, des Européens, des Luxembourgeois, individus, organisations, institutions. Chacun, dans son rôle et à sa place, a pour mission et objectif de les faire vivre et, à terme, de les faire déboucher sur la mise en œuvre aussi pleine que possible des droits inaliénables des Palestiniens.

Les Palestiniens que nous avons rencontrés nous ont à nouveau stimulés par leur propre résilience à faire notre part ici au Luxembourg et en Europe, malgré les difficultés et les obstacles. Réciproquement, les Palestiniens retrouvent quelque espoir et s'engagent avec d'autant plus de courage chez eux qu'ils voient à l'œuvre et rencontrent des Européens qui portent avec eux leurs souffrances, leurs droits et leurs revendications au niveau européen et au niveau de notre pays.